



Direction Générale des Finances Publiques

Le 14/06/2023

Direction départementale des Finances Publiques de Haute-Corse

Pôle d'évaluation domaniale Square Saint Victor CS 50110

20291 BASTIA CEDEX

mél.: ddfip2b.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Marc BORIE

Courriel: marc.borie@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone: 04 95 32 88 21

Réf. DS: 8747456

Réf OSE: 2022-99999-36954

Le Directeur départemental des Finances publiques de Haute-Corse

à

Monsieur le Maire de Bastia

PROROGATION D'AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Parcelle BE 168

Adresse du bien : Ancien chemin de Furiani, 20 200 Bastia

Département : Haute-Corse

Valeur vénale prorogée : 9 500 €



Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

Accusé certSEREVINGE CONSULTANT

Réception par le préfet : 25/07/2023 Mairie de Bastia

affaire suivie par : Josepha Negroni

2 - DATE

de consultation : 10/05/2022 de réception : 10/05/2022

de visite:

de dossier en état : 07/06/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Régularisation foncière avec la SCI Laetitia : le mur de soutènement de la SCI empiète sur la voirie de la ville (parcelle BE 168 pour 172m²). La SCI Laetitia va donc procéder à l'acquisition de ces 2 emprises.

4 - AVIS INITIAL

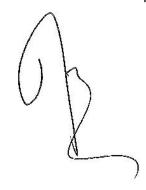
Avis du 24/06/2022

5 – VALEUR VÉNALE PROROGÉE

En l'absence de changement de consistance de l'immeuble évalué le , la valeur vénale estimée à 9 500 € est prorogée pour une durée de 12 mois sous réserve expresse que demeurent inchangés l'état et la nature du bien, la situation juridique, la nature de l'opération envisagée et les conditions d'urbanisme.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

Marc BORIE, Inspecteur des finances publiques



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.